

À suivre

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1982)**

Heft 655

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

tout un département fédéral, va provoquer quelque remue-ménage à l'Economie publique, et d'abord chez les grands barons: le secrétaire d'Etat Paul Jolles pourrait bien éprouver le besoin d'avancer de quelques mois le moment de sa retraite, tandis que Jean-Pierre Bonny, qui ne désespère toujours pas, ouvrira un bureau de conseil d'entreprises — en matière de politique d'implantation ou de gestion du personnel sans doute. Quant à Jean-Claude Piot, il pourrait bien céder prématurément sa place à l'un de ses sous-directeurs, le démocrate-chrétien Hans Popp par exemple. Ainsi, le commerce extérieur, l'OFIAMT et l'agriculture changeraient de tête. Le secrétariat général pourrait rester ce qu'il est, c'est-à-dire à majorité démocrate-chrétienne, et l'Office pour les questions conjoncturelles garder sans dommage son directeur socialiste rose pâle, Waldemar Jucker, qui semble avoir définitivement oublié le temps où il assumait le secrétariat économique de l'Union syndicale suisse.

Enfin, autre conséquence du scénario envisagé: le fauteuil n° 189 du Conseil national, présentement occupé par M. Friedrich, devrait devenir celui de Richard Reich, directeur de la Société pour le développement de l'économie suisse; une société dont le libéral genevois Gilbert Coutau, conseiller national depuis 1979, est le secrétaire romand. Quand le grand chef de l'office de propagande pro-Vorort siégera à son tour sous la Coupole, le simple secrétaire romand devra s'accrocher — ou bien se replier plus tôt que prévu sur le Conseil des Etats où le tout-Genève libéral tient à «mieux» occuper le siège de M^{me} Bauer-Lagier.

L'AVERTISSEMENT SCHUBARTH

Les socialistes vont-ils contribuer au déclenchement de toutes ces péripéties en votant pour Rudolf Friedrich, l'ancien président de la Commission des affaires militaires, celui qui monte à la tribune seulement pour parler engins et conflits, celui qui ne rate pas une occasion pour combattre l'ini-

tiative socialiste en faveur du référendum facultatif pour les dépenses d'armement? La réponse à cette question n'a aucune espèce d'importance, sauf pour les gens qui ignorent la composition politique de l'Assemblée fédérale ou ont de la peine à effectuer l'opération élémentaire (246: 2) + 1: l'arithmétique permet à la droite d'imposer son candidat, mais interdit à la gauche d'en faire autant. A l'intention de ceux qui ne sauraient pas compter, la majorité bourgeoise vient du reste de procéder à une petite démonstration lors de la dernière session des Chambres, à l'occasion de l'élection d'un juge fédéral: le groupe socialiste avait proposé Martin Schubarth, pénaliste reconnu, et les autres partis appuyaient la consigne de vote — comme cela se fait d'habitude. Or le résultat, qu'on présumait acquis après diverses conversations de couloir, sonna carrément sec: M. Schubarth, qui avait commis le «crime» de défendre des occupants de Kaiseraugst, passa avec 119 voix seulement, et malgré 84 suffrages éparpillés sur d'autres socialistes non candidats. Avertissement clair et net, démonstration de force tout juste mesurée pour éviter un couac dans le concert Friedrich.

Rendez-vous donc pris pour le 8 décembre 1982, 08 h. 00.

NOTES DE LECTURE

L'histoire par la bande (dessinée)

Le canton du Tessin est, à notre connaissance, le premier à disposer d'un album de bandes dessinées relatant les grands traits de son histoire, des origines à 1848¹.

La plupart des Suisses n'ont que de rares notions de la vie de ce canton méridional. La BD éditée par le principal quotidien du canton les mènera probablement de découverte en découverte: occupation suisse, révolte dans la Levantine, peu après l'action du major Davel dans le canton de Vaud, puis indépendance aux temps de la Révolution française,

autant d'étapes qui expliquent l'histoire plus récente². On découvrira aussi que la Restauration fut une réalité au Tessin; pour résister aux aspirations libérales, des représentants du gouvernement se rendirent deux fois à Milan pour demander l'appui du gouverneur militaire autrichien. A noter aussi: le fascicule est complété par un résumé de l'évolution de l'histoire suisse préparé en 1916 par Gonzague de Reynold.

Pour compléter notre image de la «latinité» helvétique.

C. F. P.

¹ Gualtiero Schiffrino + Marco Torricelli: Storia del Cantone Ticino dalle origini al 1848. Edizione Corriere del Ticino, Lugano.

² Attention: dans notre texte (DP 652, 23.9.1982) consacré au procureur du Sotto Ceneri, Paolo Bernasconi, nous avons pêché par manques de nuances entre libéraux et radicaux! En fait, se concurrencent le «Dovere», organe officiel du «Partito liberale radicale ticinese» et la «Gazzetta ticinese» — «il più antico quotidiano della Svizzera italiana d'ispirazione liberale». Dont acte! Quelle richesse de pouvoir compter sur ses lecteurs pour de telles mises au point.

A SUIVRE

Le district du Lac du canton de Fribourg parle allemand, mais il existe une minorité française dans la région du Haut-Lac. Pour combien de temps encore? En attendant, comme le relève «Die Zeitlupe», mensuel de langue allemande du Parti socialiste fribourgeois, la communication, sur cette portion du pays fribourgeois, fait problème...

* * *

Même la gratuité ou la quasi-gratuité d'un journal ou d'une revue exige, de temps en temps, une modification de la présentation. C'est la manœuvre à laquelle vient de procéder l'hebdomadaire bâlois «Doppelstab». Idem pour le mensuel romand «Trente Jours».

* * *

Un fascicule à étudier: le numéro de septembre de la «Revue suisse d'économie politique et de statistique». Il reproduit les textes de l'assemblée annuelle de la société éditrice, centrés sur le sujet: réglementations étatiques et politique d'entreprise.